

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 111 (1966)
Heft: 11

Artikel: Affaiblissement des grandes alliances militaires
Autor: Perret-Gentil, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

que la situation était dominée par une tyrannique volonté de puissance allemande, aggravée par l'incapacité d'Hitler de définir — même dans ses grands contours — une réelle vision de l'Europe. Dans sa démesure, dans sa prétention à l'hégémonie, le Führer, incontestablement, suscitait la méfiance, de ses amis comme de ses ennemis. Dans ces conditions, nul n'avait d'action sur le pilote démoniaque qui conduisait le navire allemand vers un noir destin.

Telles sont les impressions que recueille le lecteur en parcourant les réflexions et témoignages du général Böhme. La contribution de ce soldat-historien à la connaissance de l'histoire de notre temps est particulièrement précieuse. Elle s'ajoute à tant d'autres, émanant de chefs des deux camps, tel celui du général français Stehlin, dont le récent ouvrage ¹ est dicté, lui aussi, par l'amour de la Patrie et celui de la vérité.

Fernand Th. SCHNEIDER

Affaiblissement des grandes alliances militaires

La caractéristique de l'après-guerre immédiat a été la formation, alors que sévissait la guerre froide, de deux grands blocs militaires rivaux. La course aux armements, classiques et particulièrement en matière de fusées et de moyens atomiques, prit une allure très accusée. Peut-être a-t-on alors empêché la catastrophe. En tout cas la détermination américaine parvint à arrêter l'expansion soviétique en Europe, mais pas dans toutes les autres parties du globe.

Actuellement on assiste à un mouvement inverse, c'est-à-dire à un affaiblissement certain de ces alliances. Toutes deux

¹ Témoignage pour l'Histoire (Laffond).

sont agitées de mouvements centrifuges, mais chacune d'une manière différente. A l'Est il y eut une brouille très vive entre le chef de file et le partenaire le plus important, qui a conduit à une semi-rupture. Il semble bien que l'alliance idéologique a été compromise sur le plan militaire. On croit savoir que l'origine de ce conflit est le refus soviétique d'accorder des armes nucléaires à la Chine. Celle-ci présentement fait cavalier seul et cherche à son tour d'être chef de file. Cette sécession d'un partenaire a entraîné un certain relâchement des liens entre l'URSS et ses satellites de l'Europe de l'Est, mais sans répercussion sur le plan militaire... à part l'Albanie. En définitive l'URSS conserve des forces d'appoint très strictement subordonnées, qui représentent (un million d'hommes) entre la moitié et le tiers des siennes.

A l'Ouest la situation est un peu différente. Il y a lâchage d'un partenaire important, sans brouille à proprement parler; sans doute la question atomique a joué également dans une certaine mesure, les Etats-Unis ayant refusé de communiquer leurs secrets atomiques et de livrer des armements. Il est de fait que pour chacun des deux super-grands, la prétention au « monopole atomique » dans son propre camp joue un rôle prépondérant. Ces armements apparaissent comme la marque de la volonté d'exclusivité d'un haut commandement stratégique à qui incombe la conduite de la guerre. Or, maintenant, l'autorité du chef de file semble fléchir lorsqu'un partenaire devient puissance atomique. Mais, en ce qui concerne l'Ouest, il n'y a pas eu de répercussion sur l'attitude des autres partenaires, ou du moins que d'une manière restreinte et différente; ce sont les charges financières qui ont paru trop lourdes.

Néanmoins, d'une manière générale, la situation ne manque pas d'être modifiée. C'est ce qu'il faut essayer d'analyser ici en ce qui concerne la structure de l'alliance.

* * *

Dans l'Alliance atlantique il existait trois pays qui jouaient, non pas tant du fait de leur puissance, mais bien

de leur position géographique, le rôle de clé-de-voûte : les Etats-Unis, première grande voûte, si l'on peut dire, dessinée du haut en bas de l'Atlantique-Nord, servant de support à tout le dispositif de tête de pont en Europe et sur laquelle s'appuient également les défenses du Grand-Nord ; la France, deuxième voûte en avant de la première, constituant l'essentiel de cette tête de pont et offrant une situation de premier ordre, grâce aux trois mers et océan qui la baignent, ainsi que des accès vers les deux grands compartiments de l'Europe, l'un septentrional vers la grande plaine, et l'autre méridional au travers de l'Italie ; et enfin, la dernière voûte, position la plus avancée constituée par l'Allemagne, elle-même tronçonnée, réduite à une longue bande nord-sud, qui peut être franchie d'est en ouest par avion supersonique en une vingtaine de minutes. Sur chacune de ces voûtes viennent s'appuyer à peu près symétriquement les défenses des autres partenaires de l'Occident.

En supprimant, en tout cas dans une mesure notable, un de ces piliers, celui du centre, on disloque, si on le détruit pas, tout le dispositif d'ensemble. Les éléments arrière de la défense, tout ce qui doit avoir du recul, les communications et surtout les grands dépôts et l'aviation vont se retrouver alors resserrés vers l'avant — de même manière que le dispositif des Russes en 1941 — mais encore, en ce qui concerne les lignes de communications, infléchis et décrivant un coude à partir de la mer du Nord pour se poursuivre en parallèle de la défense avancée. Il en résulte une situation encore acceptable en temps de paix, où les aménagements nécessaires ne sont pas impossibles et dont on peut s'accommoder. Mais ce pourrait être très préjudiciable si les hostilités éclataient. Il se produit donc une sorte de distorsion du dispositif d'ensemble qu'il serait difficile de redresser. Cela ne manque pas d'apparaître assez surprenant alors que depuis des années l'unanimité s'était faite, sans que personne n'en ait contesté le bien-fondé (sauf les conceptions défendues par l'extrême-gauche) sur la nécessité dictée par les armements ultramodernes et

ultra-rapides, d'un commandement constitué dès le temps de paix, car impossible à réaliser durant le premier quart d'heure, celui-ci devenant alors automatiquement le dernier. Et à cela s'ajoute la taille des deux principaux rivaux, pays-continents, qui seuls encore peuvent posséder des armées du temps de paix de plusieurs millions d'hommes. Il va de soi que ces deux super-grands font pôles d'attraction et qu'il serait difficile à des pays du vieux continent de ne pas prendre parti pour l'un ou l'autre et de jouer un rôle intermédiaire, subtil politiquement possible, militairement impossible.

Comment en est-on arrivé là? Certes on peut formuler quelques griefs à l'encontre des Américains. Dans le domaine des armements, ils ont favorisé, grâce à leur situation dominante et par le canal de l'OTAN, leur propre production ou celle des pays dont certaines industries étaient passées sous leur contrôle; ainsi l'Allemagne, par exemple, a été dotée d'une aviation non adaptée au court recul européen et qui a dû être surchargée en conséquence d'appareillages supplémentaires de guidage. Certaines ententes européennes pour la production commune d'armements ont été brisées du fait de pressions américaines.

Dans les grands commandements de l'Alliance, l'omnipotence américaine s'est faite très lourde et l'est demeurée, même après que leurs partenaires eurent remis sur pied des forces relativement importantes. Tous les hauts commandements sont dans la main des Américains, tandis qu'un certain roulement aurait pu être institué. En partant du sommet, deux et même trois échelons de commandements sont détenus par leurs généraux et amiraux. Les officiers généraux d'autres pays sont toujours les adjoints de ceux des Etats-Unis; les décisions importantes sont et seront forcément toujours prises par les premiers. Il faut descendre assez bas dans la hiérarchie pour trouver des titulaires d'autres nationalités. L'intégration est souvent synonyme de subordination. Enfin les moyens les plus puissants, majeurs et stratégiques, demeurent intégralement sous la coupe des Etats-Unis, ce qui

signifie que la guerre sera conduite exclusivement par des Américains.

Et dans le domaine atomique les Américains ont joué un rôle absolument restrictif à l'égard de leurs alliés. Et la cession de leurs matériaux nucléaires se fait dans de regrettables conditions discriminatoires. En outre ils ont imposé leurs méthodes au Canada, gros fournisseur d'uranium.

Cependant, même en présentant sous la forme la plus sévère ces principaux griefs contre la puissance américaine, il n'en est pas qui puissent justifier une rupture ou semi-rupture, surtout en raison de la distorsion de la défense qui peut en résulter. Tous ces griefs, très réels, semble-t-il, pourraient faire l'objet de nettes mises au point. Des améliorations pourraient être obtenues. Or la semi-rupture actuelle ne paraît aucunement tendre vers ce but.

L'organisation militaire de l'OTAN

Il importe de rappeler ce qu'est cette organisation et tout d'abord de la replacer dans son cadre réel. L'OTAN est le fruit d'une alliance, dite atlantique, signée en avril 1949 et groupant initialement treize membres auxquels se sont joints ensuite deux autres. Le NATO (OTAN en français) représente selon la phraséologie anglo-saxonne, l'*Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord*. Au sommet on trouve principalement : un Conseil de l'Atlantique-Nord formé des représentants des pays-membres, comprenant de nombreux comités, en général d'études ; et un Secrétariat international, qui apparaît comme un organisme administratif.

Puis se situent : un *Comité militaire ou de défense*, rassemblant les ministres de la défense des partenaires ; un *Groupe permanent*, qui réunit les représentants militaires des principaux pays (ce devrait être une sorte de directoire, mais il n'est en fait qu'un organe d'exécution des conceptions américaines) ; et enfin, les *grands commandements*, qui sont ceux : 1) de l'Europe ; 2) de l'Atlantique ; 3) de la Manche et

4) Etats-Unis—Canada. Les Etats-Unis pour leur part ont de nombreux autres grands commandements dans le monde : Amérique Centrale, Amérique du Sud, Pacifique et Asie. Pour la plupart ils entourent la masse soviétique.

Sauf celui de la Manche, le plus restreint, tous les hauts commandements alliés sont détenus par un général ou un amiral américain. Le commandement suprême des forces alliées en Europe (SHAPE) est le plus caractéristique de l'Alliance. Il groupe des forces de 14 pays (l'Islande n'en possède pas). Et son principal commandement (autre Nord et Sud-Europe) est celui du *Centre-Europe*, offrant un exemple typique de ce qui a été réalisé en fait d'« intégration ». Il était sous les ordres d'un général français — et maintenant d'un général allemand. Il comprend de nombreux éléments de tous les pays, sauf ceux du Nord et du Sud-Europe. Il est constitué surtout de forces terrestres et aériennes tactiques. Aucun de ces commandements ne dispose de forces stratégiques, aviation de bombardement et fusées de grande portée, qui demeurent sous commandement exclusif américain. L'armement atomique tactique déjà sur place — on a mentionné dernièrement la présence de 7000 « têtes » nucléaires — est de même strictement sous seul commandement américain, c'est-à-dire en fait le Président des Etats-Unis. Pour mieux déterminer la texture générale de cet ensemble, il faut rappeler que Centre-Europe, qui groupe environ à peine 25 divisions, de plusieurs nationalités, a en face de lui un bloc compact de la valeur de deux groupes d'armées comptant 28 divisions, 20 soviétiques et 8 est-allemandes, dont 12 blindées, sans compter des échelons plus étoffés encore soit du glaciais, soit du territoire russe ; près d'une centaine de divisions. La partie avant de ces forces a été appelée le « fer de lance » ; et l'ensemble des forces soviétiques sur le théâtre de guerre européen est environ cinq fois supérieur. En outre, les Soviétiques possèdent face à l'Europe, déjà installées en bases de lancement, un millier de fusées stratégiques moyennes à armement nucléaire. Il y a lieu de remarquer que si les Russes

sont nettement en infériorité en fusées intercontinentales, il n'en est pas de même des fusées moyennes dont les objectifs se situeraient en Europe.

Le but primordial de l'OTAN a été de faire face à la menace que représentait un dispositif de forces typiquement offensif. L'attitude agressive de l'URSS s'est manifestée dès l'après-guerre et s'est accusée au cours de plusieurs « crises », dont celle dite de Berlin. Actuellement il est certain que la tension a diminué. Mais il faut se souvenir que ce fut déjà le cas lors de la disparition de Staline, jusqu'à ce que son successeur fût parvenu à assurer son pouvoir de dictateur.

Or cette menace latente, presque au cœur de l'Europe, avec des ramifications intérieures dans tous les pays, ne s'est modifiée en rien. Et à l'Occident, il n'y a pas de pays qui seul puisse l'affronter, les Etats-Unis du fait de leur éloignement et les pays européens en raison de leur faiblesse relative. Qu'on le veuille ou pas, seule l'« intégration », pénible à l'amour-propre de chacun, peut assurer une protection à peu près suffisante, bien que demeurant plutôt faible sur le théâtre européen. Et encore cette intégration n'y suffirait pas complètement s'il n'y avait précisément les grands moyens d'emploi stratégique des Américains.

Dans ce domaine, il existe encore d'autres considérations, plus importantes. En effet, l'Alliance atlantique en est arrivée à des conceptions qui n'avaient pour ainsi dire jamais eu cours dans l'Histoire et en tout cas pas à l'ampleur actuelle. Il s'agit de cette intégration, ou en d'autres termes plus explicites, de la création de commandements d'une alliance fonctionnant dès le temps de paix, disposant de leurs moyens et effectifs presque au complet et groupant les contingents des pays-membres, comme si les mobilisations avaient déjà été décrétées. Et du côté soviétique il en est de même, et contrairement à ce que l'on croit, bien avant le Pacte de Varsovie, qui ne fut qu'une officialisation. De part et d'autre, il y a loin en tout cas des simples « contacts d'états-majors », qui ont précédé les deux conflits mondiaux.

La raison qui a provoqué une telle évolution, inévitable et comportant des abandons partiels de souveraineté, provient essentiellement de l'apparition d'armements qui ont subi eux-mêmes une évolution prodigieuse, notamment l'aviation de bombardement et les fusées intercontinentales parvenues à des portées de 10 000 km (contre quelques centaines de km au début du second conflit mondial) et les armements atomiques d'une puissance de destruction inconnue.

Mais le facteur déterminant de ces armements est, avant celui de leur puissance, leur vitesse: un quart d'heure pour s'atteindre atomiquement à l'intérieur d'un continent; et trois quarts d'heure d'un continent à l'autre. Pratiquement il n'y a plus, pour les forces armées, de délai de mobilisation, de concentration et d'engagement. Le tout est remplacé par une mise sur pied permanente. En outre, des nécessités plus impérieuses s'affirment dans le domaine de l'alerte et de la riposte immédiates. Pour faire face à une situation de guerre il faut un système de détection couvrant l'hémisphère, en Europe, de la Norvège à la Turquie; et en Amérique, de l'Atlantique au pôle Nord. Aucun pays seul ne peut mettre sur pied un tel système. Et l'Amérique a besoin des plus petits. Ce réseau est efficace s'il ne comporte aucun créneau, aussi bien vers le nord que vers l'est au-delà de l'Europe. Sa valeur réside dans la centralisation instantanée des informations obtenues par radars géants agissant sur la plus grande partie de la Russie d'Europe, et par satellites artificiels sur tout le bloc communiste.

Tel est donc le grand rapport des forces qui régit le monde actuel. Durant la première moitié du siècle il existait deux puissances militaires, la France et l'Allemagne, sur lesquelles venaient se tisser les alliances; et celles-ci s'élaboraient alors de l'Atlantique à l'Oural, c'est-à-dire sur un seul continent; et les pays en cause comptaient des populations de l'ordre de 50 millions d'habitants. Il est presque inutile de rappeler que les choses ont entièrement changé après le second conflit mondial. Il y a maintenant deux super-puissances, couvrant

l'hémisphère nord, chacune de l'ordre de 200 millions d'habitants. Les alliances se nouent par rapport à ces deux super-grands rivaux.

Toute politique qui ne tient pas compte de cette situation est une utopie, ou pire, un mauvais calcul. Les deux pôles d'attraction en cause ne laissent aucune possibilité pour un quelconque troisième groupement qui voudrait se raccrocher au passé. Il est de mode de dire qu'il faut préparer une nouvelle guerre et non la précédente. Or celle du futur sera bien celle se déchaînant éventuellement sur un hémisphère entier.

En regard de ces énormes ensembles rivaux, que peuvent représenter les armements les plus évolués — atomiques, bombardiers et fusées — des pays européens passés au rang de puissances atomiques? Dans le cas de la France, ce sera au mieux des programmes actuels, 60 bombardiers (portée: les Carpathes) et environ 50 fusées moyennes (portée: la Volga); plus tard 3 sous-marins à propulsion atomique, soit 48 fusées moyennes. Cela représente en potentiel à peine le vingtième des Etats-Unis; et le quinzième environ de l'URSS. Pour *dissuader* il faut être non loin de l'égalité, ou mieux à supériorité; une force atomique française, et de même l'anglaise sont des appoints intéressants, ou certes des réserves peut-être très précieuses en cas de crise dans l'aire de ces pays. Or il vaut mieux avoir quelque chose que rien. Mais dans le contexte actuel c'est loin d'être l'instrument d'un grand dessein.

On peut même se demander comment cette force de frappe isolée fonctionnera normalement puisqu'elle ne disposera pas dans son autonomie, de l'immense réseau d'alerte et de poursuite qui appartient à l'ensemble Etats-Unis et Alliance atlantique. Certes la France possède un réseau et une station importante de détection dans les Vosges. Mais ce dispositif se trouve en retrait et ne concerne qu'un créneau. De plus, il faut un autre réseau de guidage et de poursuite des avions et fusées, qui sera loin d'avoir l'ampleur de celui de l'Alliance. En définitive il existe une disproportion évidente

par rapport aux potentiels des super-grands. Cette situation peut se modifier mais cela prendra un temps considérable. En tout cas dans le présent, le rôle de cavalier seul demeure très hasardeux.

Il est intéressant d'en venir maintenant à la situation du pays qui a été appelé la troisième voûte de la défense de l'Occident, ou la clé-de-voûte de l'ensemble du dispositif. Comme on l'a vu les forces de l'Alliance y seront beaucoup plus resserrées et les éléments qui devraient avoir un certain recul sont beaucoup trop poussés vers l'avant. Il n'est pas certain que l'on puisse réellement remédier à cette situation dans l'éventualité d'un conflit.

Or précisément, un avis très compétent a été formulé par l'ancien inspecteur-général de la Bundeswehr, le général Heusinger dans une publication officielle de l'Armée. Il a donné une conception, sans doute personnelle de cette défense, mais qui paraît bien être celle de la nouvelle armée allemande. Cet exposé est intéressant du fait des vues du général qui en a eu la responsabilité. De plus, en raison de l'évolution actuelle, l'Allemagne de l'Ouest est appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la défense de l'Occident. Elle tend en partie à reprendre celui tenu par la France. Certes elle ne peut pas géographiquement avoir la même importance comme plate-forme ou base arrière qu'avait sa voisine. Mais sur son territoire ainsi que sur celui du Benelux, longue bande étroite de la mer du Nord à la Suisse, va se concentrer tout un dispositif logistique et de soutien, qui jusqu'alors était beaucoup plus étalé. La défense occidentale en prendra un caractère non seulement différent, mais certainement plus difficile, d'où cette importance très accrue de l'Allemagne.

La position de l'Allemagne

Le général Heusinger, dans son exposé a fait un large tour d'horizon de la position des principales puissances du monde, afin de déterminer celle de l'Allemagne et sa position politico-

militaire. C'est surtout dans le domaine militaire, qui est le sien que le général Heusinger est le plus intéressant, précisant les nécessités de la défense allemande. Certaines des thèses qu'il développe ne démentent pas celles définies ci-dessus et il apporte des considérations nouvelles.

Il note tout d'abord que l'opposition des conceptions idéologiques de l'Est et de l'Ouest est telle qu'il ne semble pas qu'on puisse parvenir à un commun dénominateur acceptable. Il est de plus probable que le bloc communiste parvienne un jour à une supériorité militaire patente. Il s'enfoncera alors dans la croyance que seule une « fuite en avant » lui permettra de propager le communisme dans le monde. Le danger d'une troisième guerre mondiale peut provenir aussi de l'éventualité que l'Est le premier ait inventé un procédé électronique capable de faire dévier la trajectoire des fusées ou même de les détruire en vol.

En outre, l'URSS possède des moyens de pression puissants sur certains pays dits non-engagés. Ainsi la question capitale de l'évolution future réside, outre les deux groupes de puissances actuels, dans la possibilité de formation d'autres alliances de pays indépendants. Il s'ensuivrait une augmentation possible de conflits armés, favorisés par le développement du potentiel atomique militaire.

Cependant dans l'état présent des choses, c'est certainement la question du Pacte de l'Atlantique-Nord (OTAN) qui est la plus importante. Fondé depuis quinze ans, celui-ci a permis de grouper finalement 15 nations, après que fût apparue la faiblesse du Pacte de Bruxelles concernant la seule Europe et les progrès du communisme dans le même continent. La dernière admission à l'OTAN fut celle de l'Allemagne de l'Ouest en 1955. Ainsi le Pacte Atlantique a certainement sauvegardé la paix en Europe et arrêté l'expansion de l'Est.

Le général allemand distingue dans la question de l'OTAN plusieurs aspects des problèmes, celui de la structure politique de l'Alliance, les points de vue purement militaires, et le secteur financier. Le premier apparaît sous l'interrogation

suivante: intégration ou alliance de style ancien. Si l'intégration ne subsiste pas, plus particulièrement dans le domaine des ravitaillements, il s'ensuivra un affaiblissement certain de l'Alliance. La solution idéale serait de toute évidence une unification de l'Europe.

Mais ce sont toujours les problèmes militaires et surtout ceux de l'OTAN qui priment, notamment le contrôle des armes atomiques, et les pouvoirs et compétences concernant les forces atomiques. Ainsi une revendication allemande, qui pourrait tout aussi bien provenir d'autres membres de l'Alliance, concerne la participation des pays-membres dans le domaine de l'élaboration des plans de la guerre atomique, et de même dans la préparation de la décision très grave de l'emploi des armements atomiques.

Puis vient la conception stratégique de la défense de l'Occident, qui dépend naturellement de la façon dont on se représente un conflit futur. Il est à remarquer que les pronostics faits avant une guerre et les théories élaborées ont toujours été très rapidement contredits par le déroulement des opérations. Il est donc très difficile de se prononcer. La guerre future restera ainsi dans le domaine de l'imprévu. Néanmoins le but de l'OTAN est net. Il consiste premièrement à prévenir la guerre en exerçant une dissuasion par tous les moyens possibles; deuxièmement, en prenant pour principe que les territoires de tous les membres de l'Alliance soient défendus au plus près de leurs frontières; et troisièmement, tout en maintenant un potentiel défensif de valeur, de poursuivre comme but lointain une politique de détente et même de désarmement progressif.

Le général Heusinger ne croit pas que le pouvoir de dissuasion des armements atomiques français, ou plus tard d'autres pays, puisse être d'une réelle efficacité, bien que jouant un rôle d'appoint non négligeable. Par contre l'action essentielle qu'il y aurait lieu éventuellement de mener serait d'atteindre les bases de fusées de portée moyenne installées près de la frontière polono-russe et dirigées contre l'Europe. Et il

s'agirait d'empêcher les réserves importantes de l'URSS de faire mouvement rapidement pour soutenir le « fer de lance » en Allemagne de l'Est. A cet effet, l'OTAN n'a pas encore en propre les moyens nécessaires détenus par les Etats-Unis.

Enfin se présente la question du rôle de l'Allemagne au sein de l'OTAN. Cette partie de l'exposé sert de conclusion à l'auteur. Mesurant l'énormité de la longueur de la zone couverte par l'OTAN, du cap-Nord au Caucase, soit 8000 km correspondant à la distance des Pyrénées à l'Oural, il en déduit la nécessité pour les Alliés d'établir certains « centres de gravité ». Ce sont les Dardanelles et la Thrace, d'où une progression pourrait parvenir dans le bassin oriental de la Méditerranée; la Scandinavie, qui pourrait être forcée dans le Grand-Nord, d'où les Soviétiques lanceraient leur meute de sous-marins; et enfin, l'espace très ouvert entre la mer du Nord et les Alpes, un succès de l'Est pouvant y créer une grave coupure au milieu des forces de l'Ouest et amener la perte de l'Europe.

C'est ici qu'apparaît la situation très délicate de l'Allemagne de l'Ouest. En effet, le territoire allemand ne sera pas seulement la partie avancée de la défense, mais plutôt le champ clos d'une lutte décisive. Si les forces soviétiques parvenaient au Rhin, toute défense deviendrait impossible. La participation allemande est uniquement faite de forces classiques, mais équipées d'une manière très moderne. Pour leur emploi il ne serait guère prévu de moyens nucléaires; en tout cas aucun de qualification stratégique, ceux-ci agissant d'ailleurs au-delà du champ de bataille et sur des objectifs d'importance vitale.

Une autre mission de l'Allemagne serait le verrouillage au débouché de la Baltique, d'où d'autres sous-marins pourraient se joindre à ceux du Nord et se répandre dans l'Atlantique. Une autre mission d'importance essentielle pour l'Occident est la défense aérienne, qui consistera non seulement à protéger le territoire allemand, mais aussi, ce dernier étant le plus avancé, à signaler et à s'opposer aux incursions

de l'aviation et des fusées. La défense du territoire et la protection civile prennent de même une importance considérable.

En définitive, il est bien certain que la position de l'Allemagne acquiert un poids énorme et d'autant plus du fait de l'effacement actuel de la France. Le rôle des forces armées allemandes devient primordial sur le théâtre européen.

* * *

Dans l'histoire de l'alliance militaire de l'Occident, une nouvelle phase vient de s'ouvrir. Il en est en partie de même, du moins à un autre titre, dans celle de l'URSS et de ses partenaires asiatiques, et cela déjà depuis plusieurs années. A l'ouest s'ensuit une sorte d'affaiblissement sans doute préjudiciable, atténué il est vrai par certaines dispositions et un rôle accru de l'Allemagne fédérale. Quant à l'avenir la question reste ouverte.

J. PERRET-GENTIL

Le champ d'application des convention de La Haye et de Genève

La capture d'aviateurs américains par les troupes du Vietcong, l'hostilité démonstrative que leur témoigna la population de Hanoï à l'occasion de leur « promenade », menottes aux poignets, dans cette ville, la menace qui pesa sur eux d'être jugés comme « criminels de guerre » nous ont incités — malgré les apaisements donnés à Washington par le président Ho Chi Minh — à revoir dans quelle mesure le Vietnam-Nord était lié par les *Conventions de Genève* assurant aux combattants-prisonniers un minimum de traitement humanitaire, lequel a justifié, comme on le sait, l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge. Les dites conventions de Genève datent en effet de 1949, alors qu'à cette époque l'Indochine était encore occupée par la France, puisque la bataille de Dien-Bien-Phu n'a mis un terme à la domination française qu'en mai 1954. Il y a donc là, semble-t-il, une importante question de principe.

Nous avons demandé à l'un de nos précieux collaborateurs, familier d'un tel problème, de l'aborder pour l'information de nos lecteurs. Il y consacre deux articles successifs. (Réd.)